

DIXIEME REUNION DE LA CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION DE RAMSAR SUR LES ZONES HUMIDES:

28 OCTOBRE - 4 NOVEMBRE 2008

La dixième réunion de la Conférence des parties (CdP) à la Convention de Ramsar sur les zones humides s'est ouverte mardi 28 octobre, au palais des congrès et expositions de Changwon, République de Corée, et s'y poursuivra jusqu'au 4 novembre. Le thème de la conférence est: "Notre santé dépend de celle des zones humides." La réunion examinera plus de 30 points inscrits à son ordre du jour, dont, le Plan stratégique de la Convention pour la période 2009-2014 et son budget au titre de la triennale 2009-2011, ainsi que les rapports et recommandations soumis par les parties et par le Comité permanent de la Convention.

La réunion abordera également des questions touchant à l'application de la Convention, dont celles portant sur: la communication, la sensibilisation, la participation et la conscientisation; la mise en application future des aspects scientifiques et techniques de la Convention; les partenariats et les synergies avec les accords environnementaux multilatéraux et d'autres institutions; et les principes régissant les partenariats avec le secteur des affaires. S'agissant du suivi et de l'évaluation, les points de l'ordre du jour y afférents englobent: le cadre nécessaire à la détermination des besoins en matière de données et d'informations; le cadre pour les procédures de détection de changements dans les caractéristiques écologiques des zones humides, de communication des données et de réactivité; et les directives mises à jour encadrant les études d'impact et les évaluations stratégiques environnementales. La CdP traitera aussi du rôle des zones humides dans les questions de développement durable, telles que celles de la santé et du bien-être humain, des changements climatiques, des biocombustibles, des industries extractives, de l'urbanisation et de l'allègement de la pauvreté.

BREF HISTORIQUE DE LA CONVENTION DE RAMSAR

La Convention sur les zones humides d'importance internationale, en particulier l'Habitat des oiseaux d'eau (connue aussi sous l'appellation de Convention de Ramsar) a été signée à Ramsar, en Iran, le 2 février 1971 et est entrée en vigueur le 21 décembre 1975. La Convention fournit un cadre régissant l'action nationale et la coopération internationale pour la préservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.

OBJECTIFS ET CHAMP D'ACTION DE LA CONVENTION: Mettant l'accent, à l'origine, sur la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides avant tout dans leur fonction d'habitats des oiseaux d'eau, la Convention a par la suite élargi son champ d'action à tous les aspects de la conservation et de l'utilisation rationnelle des zones humides. Cette évolution rend compte de la reconnaissance grandissante de l'importance des zones humides en tant qu'écosystèmes contribuant à la fois à la conservation de la biodiversité et au bien-être des sociétés humaines. Les zones humides couvrent près de neuf pour cent de la surface terrestre de la Terre et contribuent de manière significative à l'économie mondiale en termes de fourniture en eau, de pêches, d'agriculture, de foresterie et de tourisme.

La Convention de Ramsar compte actuellement 158 Parties. Un total de 1758 sites humides couvrant 161,3 millions d'hectares figurent sur la Liste de Ramsar des zones humides d'importance

internationale. Les parties à la Convention prennent l'engagement: de désigner au moins un site répondant aux Critères de Ramsar régissant l'inscription à la Liste de Ramsar et de garantir l'entretien du caractère écologique de chaque site Ramsar; d'intégrer la préservation des zones humides dans la planification nationale de l'utilisation des terres, en vue de promouvoir l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides du territoire; d'établir des réserves naturelles dans les zones humides et de favoriser la formation en matière de recherche et de gestion appliquées aux zones humides; et de se concerter avec d'autres parties sur la mise en application de la Convention, en particulier dans les domaines des zones humides transfrontières, des systèmes aquatiques partagés, des espèces de faune et de flore partagées et de projets de développement affectant les zones humides.

Les parties contractantes se réunissent tous les trois ans pour l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en application de la Convention et de la conservation des zones humides, l'échange de connaissances et d'expériences en rapport avec les sujets techniques, et la planification de la prochaine triennale. Outre la CdP, le travail de la Convention est soutenu par le Comité permanent, le Comité d'évaluation scientifique et technique (CEST) et le Bureau de Ramsar qui remplit les fonctions de Secrétariat.

PRECEDENTES REUNIONS DE LA CDP: Neuf réunions de la CdP ont eu lieu depuis l'entrée en vigueur de la Convention: la CdP1, à Cagliari, Italie (novembre 1980); la CdP2 à Groningen, Pays-Bas (mai 1984); la CdP3 à Regina, Canada (mai - juin 1987); la CdP4, à Montreux, Suisse (juin - juillet 1990); la CdP5, à Kushiro, Japon (juin 1993); la CdP6 à Brisbane, Australie (mars 1996); la CdP7 à San José, Costa Rica (mai 1999); la CdP8, à Valence, Espagne (novembre 2002); et la CdP 9 à Kampala, Ouganda (novembre 2005).

CDP 7: A la CdP7, les délégués se sont concentrés sur les interconnexions entre les sociétés humaines et les habitats des zones humides. Ils ont examiné l'application de la Convention dans chacune des régions et ont adopté 30 résolutions et quatre recommandations concernant les politiques, les programmes et les questions budgétaires. En outre, un Mémoire d'Accord a été signé entre le Bureau de Ramsar et le Centre du Patrimoine Mondial, de l'UNESCO.

CDP 8: Avec plus de 1000 participants, la CdP8 a été la CdP la plus importante de l'histoire de la Convention. Se focalisant sur le rôle des zones humides en matière de fourniture d'eau, ainsi que leur aspect culturel et celui en rapport avec les moyens de subsistance, les délégués ont adopté plus de 40 résolutions portant sur des sujets d'ordre politique, technique, programmatique et budgétaire, y compris les zones humides et l'agriculture, les changements climatiques, les questions culturelles, les mangroves, l'affectation et la gestion de l'eau, et le Rapport de la Commission Mondiale des Barrages. Ils ont également approuvé le budget et le Plan de Travail de la Convention au titre de 2003-2005, et son Plan stratégique au titre de 2003-2008.

CDP 9: La CdP9, première CdP de Ramsar tenue en Afrique, a adopté 25 résolutions portant sur une gamme de questions politiques, programmatiques et budgétaires, englobant: des directives additionnelles scientifiques et techniques régissant la mise en œuvre du Concept d'utilisation rationnelle de Ramsar; l'engagement de la Convention dans les processus multilatéraux en cours traitant de l'eau; le rôle de la Convention dans la prévention des catastrophes naturelles, les mesures d'atténuation et d'adaptation;

les zones humides et la réduction de la pauvreté; les valeurs culturelles des zones humides; et l'émergence de la grippe aviaire. La CdP a également adopté le budget et le plan de travail de la Convention au titre de la triennale 2006-2008 et a réexaminé son Plan stratégique couvrant la période 2003-2008. Un Dialogue ministériel officieux a adopté la Déclaration de Kampala, qui souligne le rôle de la Convention dans l'arrêt de l'érosion et de la dégradation continues des écosystèmes des zones humides.

LES FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE INTERSESSIONS

COMITE PERMANENT: Le Comité permanent s'est réuni à cinq reprises depuis la CdP 9. La première réunion (CP 33) a eu lieu tout de suite après la CdP 9 et a été consacrée à l'examen des questions administratives touchant à la transition entre les périodes triennales. La CP 34 (avril 2006) a examiné, entre autres sujets, la collaboration avec les organisations internationales partenaires, le statut légal du Secrétariat de la Convention et les questions de gestion financière.

La CP 35 (février 2007) a abordé les questions budgétaires, le projet de plan stratégique, les zones humides et la réduction de la pauvreté et le statut des sites d'application de la Convention de Ramsar. La réunion a également approuvé le quatrième plan de travail conjoint établi entre la Convention de Ramsar et la Convention sur la diversité biologique et a élu Anada Tiéga (Niger), nouveau Secrétaire Général. La CP 36 (février 2008) a poursuivi les délibérations sur les propositions concernant le projet de plan stratégique, le statut juridique du Secrétariat et du personnel et le budget pour considération à la CdP 10. La CP 37 (juin 2008) a examiné et approuvé 31 projets de résolutions qui seront considérés par la CdP 10.

GROUPE D'EVALUATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE: Le GEST s'est réuni deux fois depuis la CdP 9 (mai-juin 2006 et janvier-février 2008 à Gland, Suisse). Il a établi neuf groupes de travail thématiques qui ont examiné, entre autres sujets: l'inventaire, l'évaluation, le suivi et les indicateurs; l'utilisation rationnelle et les caractéristiques écologiques des zones humides; la désignation et la gestion des sites Ramsar; la gestion des ressources en eau; les zones humides et l'agriculture et les zones humides et la santé. Le GEST a également examiné les thèmes scientifiques et techniques émergents, notamment les changements climatiques, la grippe aviaire et les zones humides et les industries minières/extractives.

REUNIONS REGIONALES: Depuis la CdP 9, six réunions régionales ont été tenues pour aider les parties dans la mise en application de la Convention et les préparatifs de la CdP 10. Les réunions (tenues à Merida, Venezuela; à Yaoundé, Cameroun; à Bangkok, Thaïlande; à La Havane, Cuba; à Apia, Samoa; et à Stockholm, Suède) ont engendré diverses recommandations et conclusions, y compris plusieurs projets de résolutions pour examen par la CdP. Des concertations régionales ont également eu lieu juste avant la CdP 10.

QUATRIEME FORUM MONDIAL SUR L'EAU: Le quatrième Forum mondial sur l'eau (mars 2006, Mexico City, Mexique) a examiné plusieurs questions ayant trait aux zones humides, dont: la gestion des bassins transfrontières, la mise en valeur des zones humides pour l'atténuation des effets des catastrophes liées aux eaux, la gestion intégrée des inondations, et le paiement des services environnementaux.

SECOND SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LES DYNAMIQUES ET LE CONTRÔLE DES POLLUANTS DES ZONES HUMIDES: Cette conférence (septembre 2007 Tartu, Estonie) a examiné des questions touchant à la pollution des zones humides, y compris: les métaux lourds et les polluants organiques dans les zones humides; le nitrogène, les cycles phosphoreux et carboniques; l'hydrologie des zones humides; la détermination et l'évaluation des effets écologiques; et l'évaluation des risques particuliers aux sites.

CDP 9 DE LA CDB: Tenue du 19 au 30 mai 2008 à Bonn, Allemagne, la CdP 9 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) a examiné les questions touchant à la Convention de Ramsar dans ses résolutions consacrées à l'approche fondée sur l'écosystème, au thème biodiversité et changement climatique et à la biodiversité des eaux intérieures. Elle a également avalisé le quatrième plan de travail conjoint CDB-Ramsar.

HUITIEME CONFERENCE INTERNATIONALE INTECOL: La huitième Conférence internationale sur les zones humides de l'Association internationale pour l'écologie (INTECOL) s'est déroulée du 20 au 25 juillet 2008 à Cuiabá,

Brésil. Elle a examiné un large spectre de questions touchant aux zones humides et a adopté la Déclaration de Cuiabá sur l'état des zones humides et leur rôle dans le monde des changements climatiques, qui englobe un certain nombre de recommandations d'intérêts particuliers pour les parties à la Convention de Ramsar.

OUVERTURE DE LA CDP 10

Maria Mutagamba, Ministre de l'environnement de l'Ouganda, pays hôte de la CdP 9, a remis le drapeau de Ramsar au président entrant de la CdP, Lee Maanee, Ministre de l'environnement de la République de Corée. Mettant en exergue le rôle des zones humides en tant que ressource indispensable au bien-être humain, Lee a encouragé la tenue de discussions sur leur contribution aux questions posées à l'échelle de la planète, comme les changements climatiques, l'énergie et la santé. Kim Tae-ho, Gouverneur de la province de Gyeongnam, République de Corée, a donné un aperçu des actions entreprises par la province et des politiques suivies pour la préservation des zones humides, et a encouragé les parties à s'attaquer au problème de la dégradation des zones humides.

Anada Tiega, Secrétaire exécutif de Ramsar, a encouragé les parties à édifier des partenariats pour l'échange d'expériences dans le domaine des paiements des services des écosystèmes et du rôle des zones humides dans la gestion des eaux, de la sécurité alimentaire et énergétique, et de la lutte contre les effets des changements climatiques. Lee Myung-lak, Président de la République de Corée, a introduit sa politique de croissance verte du pays, décrivant la manière dont les zones humides peuvent contribuer au développement économique. Il a pris la résolution de faire de la République de Corée une partie modèle de la Convention de Ramsar et d'accroître le soutien financier destiné à la mise en application dans les pays en développement.

La Chorale des Petits Anges et des Enfants des précédents pays hôtes de la CdP ont appelé à davantage d'actions et ont mis l'accent sur la protection des zones humides qui représentent la connexion de l'espèce humaine au monde. Le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon, via un message vidéo, a rappelé que l'édition 2005 de l'Evaluation des écosystèmes pour le millénaire avait raisonné comme une alarme que les zones humides sont en train de se dégrader plus rapidement que tous les autres écosystèmes. Chung Jong-hwan, Ministre de l'aménagement du territoire, du transport et des affaires maritimes, République de Corée, a souligné que la préservation des zones humides est au centre de la politique de croissance verte de la Corée.

Choo Mi-ae, présidente de la Commission sur l'environnement et le travail, Assemblée nationale, République de Corée, a souligné que la Convention pourrait fournir des stratégies à long terme permettant de modéliser durablement l'avenir. Elle a indiqué que l'harmonisation de l'environnement et du bien-être humain devrait être au cœur de la politique de croissance verte.

Julia Martin-Lefèvre, Directrice Générale de l'UICN, a livré un message issu du récent Congrès de l'UICN sur la préservation de la planète, qualifiant l'érosion de la biodiversité de crise silencieuse menaçant le bien-être des sociétés humaines et leurs économies. Elle a précisé que la biodiversité devrait bénéficier du même niveau d'attention accordé au problème des changements climatiques.

David Coates, au nom du Secrétaire exécutif de la CDB, Ahmed Djoghla, a apporté son appui à l'approche intégrée relative à la gestion des eaux, des zones humides, de la biodiversité et des changements climatiques, et a souligné que la CdP 9 de la CDB avait avalisé le plan de travail conjoint CDB-Ramsar. Le Directeur exécutif du PNUE, Achim Steiner, a salué le rôle des ONG et du secteur privé dans l'évolution de la Convention; a mis en relief le plan du PNUE pour un nouveau deal vert mondial qui met l'accent sur la durabilité environnementale; et a souligné l'importance de la préservation des zones humides dans le traitement des changements climatiques.

Paul Mafabi, Président du Comité permanent de Ramsar, a annoncé les gagnants de l'édition 2008 des Prix de Ramsar pour la préservation des zones humides: pour la science, David Pritchard, de la Royal Society for the Protection of Birds et BirdLife International; pour la gestion, Denis Landenbergue, de WWF International; et pour l'éducation, Sansanee Chooaew, de Mahidol University, Thaïlande. Le prix de Reconnaissance de l'excellence a été présenté à Jan Květ, de la République tchèque.

La cérémonie d'ouverture s'est terminée par une cérémonie de signature du Fonds Danone-Evian pour la Nature, fonds consacré à la gestion des ressources en eau, de la capacité de fixation du carbone et des écosystèmes.